



*Ce manifeste a été adopté par le 8<sup>e</sup> Congrès National du PSU (Toulouse, 9, 10 et 11 décembre 1972) Tema-éditions, collection Tema-action, 1973*

## PREFACE

En Mai 68, dix millions de travailleurs étaient en grève. « Dix ans, ça suffit », criaient-ils alors, car ils ne voulaient pas seulement que leurs revendications aboutissent, ils voulaient aussi un autre régime, une autre société où ils puissent construire leur propre liberté. On sait ce qu'il en est advenu. Les organisations traditionnelles de gauche, et particulièrement le PCF, s'avèrent impuissantes à proposer un avenir au peuple et, pendant quatre ans, de « participation » en « nouvelle société », les travailleurs ont douloureusement vécu l'échec politique de Mai 68.

Se sont-ils résignés ? Bien au contraire, les luttes ouvrières se sont durcies, elles ont posé la question du pouvoir dans l'entreprise comme celle des conditions de vie. La résistance patronale en a limité l'extension (il y a eu moins de grèves et moins de victoires), mais elle a fait monter les enjeux (les grèves ont été plus dures, plus longues, plus politiques). Ainsi, la conscience ouvrière s'est-elle affirmée davantage : il suffit de s'en rapporter à la nature des revendications et à leur évolution (de l'augmentation générale des salaires on est passé à 1.000 F pour tous, de la lutte contre le chômage on est passé à la lutte contre le droit de licen-

ciement...). Les paysans, qui s'étaient peu manifestés en Mai 68, ont vécu la transformation capitaliste de leur secteur : ils ont acquis, eux aussi, une conscience plus forte de leur exploitation et de leurs intérêts communs avec les autres couches exploitées. Bien plus, aux luttes ouvrières et paysannes se sont ajoutées toutes les luttes populaires qui ont posé, pêle-mêle, et non sans confusion parfois, les questions de l'aménagement des villes (transports, logement, pollution...), de la condition des femmes (au travail, dans la famille), de la liberté des jeunes (à l'armée, à l'usine, à l'école, dans leur vie personnelle), des minorités nationales (Bretagne, Pays basque, Corse, Occitanie...), du développement de certaines régions vouées à l'occupation militaire (Larzac, Haute-Provence...) ou « touristique » (Languedoc, Auvergne) ou à l'avidité des promoteurs (Sologne, Vendée...). Alors qu'en 68, c'est à l'université et dans les lycées que la « contestation s'était développée, on la retrouve maintenant dans les couches que la bourgeoisie croyait s'être tout entières conciliées : des petits commerçants aux cadres d'entreprise, en passant par tous les employés et petits fonctionnaires qui découvrent l'exploitation dans leur travail et l'oppression dans leur cadre de vie. On voit même les magistrats faire écho, à travers leurs inquiétudes et leurs revendications, à la révolte des prisonniers.

Des organisations fort sages — celles des consommateurs, par exemple — découvrent que leurs problèmes ne sont pas si différents de ceux qui se révoltent ici ou là (dans les foyers de jeunes travailleurs, dans les quartiers de banlieue). Contre la pollution, le vélo devient l'arme absolue et, de Fessenheim au Larzac, on redécouvre les marches de protestation.

Voici que des solidarités se nouent, les mêmes mots (autogestion, socialisme dans la liberté, contrôle ouvrier, contrôle populaire... commencent à circuler.

Le socialisme est redevenu actuel, non plus seulement dans l'esprit de quelques-uns, mais dans les aspirations de la grande masse du peuple : est-on pour autant à l'aube d'une révolution qui permette à cette grande masse de prendre elle-même la responsabilité de son propre sort ? Suffit-il d'un léger effort pour que le régime s'écroule ? Il serait enfantin de le penser.

Deux conditions sont en effet nécessaires pour qu'apparaisse l'esquisse d'un nouveau type de pouvoir qui ouvrirait la voie au socialisme :

1. La pression de l'Etat bourgeois doit se relâcher.
2. La volonté des masses populaires doit s'incarner dans un projet global où elles s'expriment et s'organisent comme force politique.

Le fait nouveau, c'est sans doute que la première condition tend en ce moment à se réaliser. On a découvert depuis quelques mois que l'Etat gaulliste n'était pas aussi fort qu'il prétendait l'être ! Il commence même à véhiculer une singulière odeur de pourriture.

Mais cette dégradation ne réalise pas « ipso facto » la seconde condition : il y faut une action politique continue parmi les travailleurs et dans le peuple tout entier. C'est à cette action que le PSU s'efforce de contribuer sur tous les terrains de lutte. Il le fait aujourd'hui en publiant un manifeste où peuvent apparaître — encore imparfaitement sans doute — les

grandes lignes de la société qu'il faudra construire pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression. Un tel projet peut constituer, aujourd'hui, une arme essentielle pour la mobilisation populaire sans laquelle le socialisme ne pourra se faire.

### **L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ETAT GAULLISTE**

Ayant pénétré par effraction sur la scène du pouvoir, le général de Gaulle a eu besoin d'une force politique. Quelle qu'ait été, par ailleurs, l'ambition de son projet, il en a été réduit à se servir habilement des frustrations d'une petite et moyenne bourgeoisie chauvine, menacée par le progrès technique, réactionnaire et répressive, aussi bien devant l'éducation, l'information ou le statut de la famille que devant les transformations de l'économie. Des couches populaires déçues par les partis de gauche qui auraient pourtant dû traduire leurs aspirations sont venues parfaire la puissance de cet amalgame étrange sans en changer la nature. Une telle base sociale était parfaitement contraire à l'ambition déclarée du projet gaulliste : « Restaurer la grandeur de la France ».

D'autre part, le capitalisme international a de moins en moins besoin de l'Etat pour réaliser ses desseins. La France s'industrialise, certes, mais en même temps que le monde capitaliste tout entier, comme le montre la croissance démesurée de firmes multinationales de plus en plus apatrides.

De Gaulle ne voulait pas que la France se dissolve dans l'Europe. Elle a fait pire, elle se dissout dans un vaste magma atlantique où l'impérialisme dominant,

celui des Etats-Unis, a imposé ses exigences en matière de libre-échange et de transferts de capitaux. Nous voici voués à l'« american way of life » et les dernières capitulations monétaires de la V<sup>e</sup> République confirment sur ce point l'inexistence d'une véritable politique de l'UDR, c'est-à-dire l'effondrement du rêve gaulliste.

Enfin, le choix politique de l'industrialisation à outrance, exprimé à l'occasion du VI<sup>e</sup> Plan, s'avère incohérent. Il se traduit tout à la fois par l'accélération des cadences, l'aggravation des conditions de travail dans tous les domaines, l'appétit de lucre généralisé et la dégradation de la vie urbaine. La morosité se répand, l'insatisfaction gagne des couches sociales nombreuses. Incapable de maîtriser l'industrialisation ni les prix, impuissant à assurer des conditions de vie, de logement ou de transports correctes, le pouvoir ne sait plus comment faire face à la contestation sociale rampante. Sa toute-puissance politique apparente ne lui sert à rien. Il essaie, sans y parvenir, d'endiguer le mécontentement par la répression et le contrôle accru des moyens d'information.

Les tribulations du parti au pouvoir illustrent cette impuissance. Ravagé par la concussion, ballotté sans préavis de référendum en changement de gouvernement, il n'est convié à défendre devant le pays aucun projet marqué de quelque ambition. Il a peur, et trouve son seul réconfort dans le langage de violence que lui tiennent ses responsables.

Aucun changement d'équipe ne peut suffire pour mettre fin à pareille situation. C'est d'un autre régime, appuyé sur d'autres forces sociales, que la France a aujourd'hui besoin.

## LES DIFFICULTES DU SOCIALISME

Rarement le socialisme est apparu autant qu'aujourd'hui comme la réponse actuelle aux contradictions et aux crises qui traversent notre société. Et cependant le socialisme semble ne guère progresser dans les pays développés. Il suffit de voir le piétinement des forces qui, en Europe, se réfèrent à la tradition du socialisme (sociale-démocrate pour l'essentiel), leur incertitude d'elles-mêmes, leurs doutes sur leurs propres projets, et la médiocrité des résultats qu'elles obtiennent quand elles s'emparent d'un gouvernement : qu'on se souvienne du gouvernement Guy Mollet en 1958, du gouvernement Wilson en Angleterre, du gouvernement Brandt en Allemagne. D'autre part, qu'on le veuille ou non la dégénérescence bureaucratique et policière de l'Etat soviétique est à l'origine de l'inquiétude, voire de la méfiance, de bien des travailleurs devant le socialisme.

Il n'y aura de victoire possible des forces socialistes, dans notre pays comme dans d'autres, que si chacun est bien convaincu que, dans l'hypothèse d'une telle victoire, les forces socialistes s'attacheront à la construction d'une société réellement libre sous la direction des travailleurs eux-mêmes.

Dans de nombreux pays, la social-démocratie a prétendu donner des garanties. Mais, respectueuse des libertés publiques, elle l'est devenue du même coup des constitutions et de l'ensemble des règles du jeu établies par la bourgeoisie. Portant tout son effort sur la lutte électorale, elle a, petit à petit, perdu la capacité d'animer les luttes sociales et de prendre appui sur elles pour changer le rapport des forces et imposer

des objectifs socialistes. Soucieuse de rassurer, elle a fini par renoncer à combattre autrement que dans les formes et sur les terrains choisis par l'adversaire. Enfin et surtout elle a limité le socialisme à un partage amélioré du revenu national, en abandonnant toute intention de mettre en cause les conditions dans lesquelles ce revenu est produit. La social-démocratie est ainsi devenue une gérante parfois médiocre comme en France et en Angleterre, parfois habile, comme en Suède, du capitalisme. Or l'espérance des travailleurs ne porte pas seulement sur l'amélioration de leur revenu, mais sur le changement total de leurs conditions d'existence au travail comme hors du travail.

Cette faiblesse de la social-démocratie est d'autant plus grave que le capitalisme a des capacités considérables de résistance et de riposte. Sa très grande souplesse, son aptitude à reprendre sur les prix ce qu'il perd sur le salaire, à endormir par l'offensive idéologique les revendications les mieux fondées, à tourner sa propre législation quand d'aventure elle le gêne, et à assurer au milieu de tout cela un développement rapide de ses unités de production les plus avancées, toutes ces caractéristiques du capitalisme moderne augmentent sa puissance même si elles laissent subsister sa fragilité.

Bien plus le capital a su prendre un contrôle politique total sur les sociétés développées. Maître de la production, des circuits financiers, du pouvoir politique, de l'éducation, de l'information, de la culture, il a de très grandes capacités de circonvenir et de saboter l'action d'un gouvernement qui lui serait défavorable aussi longtemps du moins que ce dernier respecte les règles de la légalité capitaliste. L'expérience

montre, en France, comme au Chili, comme ailleurs, qu'il ne peut y avoir de victoire des forces socialistes que si une mobilisation populaire intense appuie, consolide, élargit, devance parfois l'action conduite au niveau gouvernemental. C'est cela qu'il est important aujourd'hui de préparer.

## LE PROJET SOCIALISTE AUJOURD'HUI

Dès aujourd'hui, les luttes menées par la classe ouvrière et bien d'autres couches sociales montrent la voie. Qu'il s'agisse pour les travailleurs de contrôler leurs cadences, d'intervenir sur l'organisation du travail, de mettre en cause l'éventail hiérarchique ou qu'il s'agisse pour tous d'exiger des villes où la vie soit possible, une école qui ne distille plus l'idéologie de la classe dominante, partout des conflits de type nouveau mettent en cause les formes actuelles d'organisation et de commandement qui régissent notre société en même temps que les finalités de la production.

Le projet socialiste doit donner une traduction concrète de ces exigences. Ce n'est pas le cas du Programme commun adopté par le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Ce programme reprend sans la nommer la stratégie de la démocratie avancée : restaurons le meilleur des acquits de la démocratie bourgeoise en préservant une société commandée du sommet et qui reste fondée sur les critères du profit. On verra ensuite si l'on pose la question du socialisme.

Or les travailleurs ont appris à leurs dépens la faible confiance qu'ils peuvent faire à un système dirigé d'en haut et qu'ils ne contrôlent pas. Le PSU ne

nie pas l'importance du fait qu'un programme ait été élaboré et signé en commun. Le PSU espère même que ce programme pourra servir d'appui ou de prétexte à une large mobilisation populaire. Après tout l'Histoire nous enseigne qu'un programme sans mobilisation populaire n'est pas exécuté, voir la paix en Algérie en 1956, et qu'un programme appuyé sur une forte offensive des travailleurs peut être dépassé : voir les résultats du Front Populaire acquis, au-delà du programme, dans les premières semaines, même si ensuite les choses se gâtèrent, après la démobilisation des travailleurs. Dans ces conditions l'existence du programme est plus importante que son contenu. Mais c'est tout de même du contenu que dépend la naissance d'une puissante volonté collective de changement. Or, aux questions centrales : qui décide, au profit de qui, qu'est-ce qui va changer pour nous, le programme commun n'apporte pas de réponse satisfaisante. Les décisions se prendront toujours en haut, les pouvoirs de l'Etat central seront encore plus développés qu'aujourd'hui : les travailleurs resteront des sujets soumis.

Les luttes récentes, on vient de le voir, montrent qu'ils n'entendent pas en rester là. Mais il ne s'agit pas seulement de batailles ponctuelles. C'est l'ensemble des OS qui luttent pour leur dignité, pour leur droit à un véritable métier, et qui refusent leur actuelle condition de robots. C'est l'ensemble des travailleurs qualifiés, professionnels, techniciens, ingénieurs, attachés à un travail créateur plutôt qu'à l'encadrement, qui contestent l'arbitraire du pouvoir du capital dans l'entreprise et aspirent à des formes nouvelles de pouvoir dans l'entreprise respectant à la fois les capacités individuelles, la responsabilité, et la démocratie.

Nombre de paysans et commerçants découvrent que même s'ils ont été longtemps abusés par le thème de la libre entreprise, ils sont aussi victimes du capitalisme, et cherchent l'alliance de la classe ouvrière.

Nombre d'enseignants refusent désormais d'être purement et simplement les porteurs du modèle culturel de la bourgeoisie, les propagateurs d'une division du travail qui retire tout rôle créateur à la plupart des travailleurs. Leur combat aussi se relie à celui de la classe ouvrière.

Même au sein des professions libérales, des médecins, des architectes découvrent que leur travail engage la collectivité, que leur statut libéral est désuet, que leur métier retrouvera son sens, s'il est relié à l'organisation d'ensemble d'une société maîtresse d'elle-même.

Des forces sociales sont donc en mouvement. Des alliances entre elles s'esquissent sur le terrain le plus concret, celui des luttes. De là découle l'actualité du socialisme.

Mais de quel projet ces couches sont-elles porteuses ?

C'est aux organisations politiques de savoir le découvrir et de le manifester. Le Parti Socialiste Unifié s'y est efforcé dans le document qui suit.

Ce projet se réfère à l'autogestion. Nous sommes conscients des ambiguïtés que comporte une telle notion, d'autant qu'elles se renforcent des difficultés que connaît l'expérience autogestionnaire aujourd'hui dans certains pays. Mais la valeur politique d'un mot se mesure moins à sa cohérence linguistique qu'à la façon dont le peuple s'en sert. Or c'est un fait qu'à travers

la volonté d'autogestion s'expriment à la fois un refus et un projet :

— un refus, celui de la toute-puissance d'un Etat que la bourgeoisie a modelé en fonction de ses intérêts et il est significatif qu'il s'accompagne du refus d'un Etat analogue à celui que l'URSS impose à ses travailleurs comme à ceux des démocraties populaires : un Etat qui en vient, comme naguère en Pologne, et surtout en Tchécoslovaquie, à contredire la lutte ouvrière elle-même ;

— mais aussi un projet, celui d'une société où les hommes soient capables de prendre en mains leurs propres affaires, de prendre eux-mêmes les décisions qui concernent leur travail, leur cadre de vie, leur formation, leurs relations et toute leur vie quotidienne.

C'est dire que si l'autogestion doit trouver son développement essentiel dans l'organisation de la production, elle ne saurait s'y limiter. Chaque homme, chaque femme doit cesser d'être un sujet soumis dans chacun des aspects de sa vie, comme travailleur, consommateur, habitant, usager des transports publics et parent d'élèves aussi bien que dans ses activités de culture et de loisirs. Réconcilier travail et création, donner à chacun la chance de la responsabilité partagée, préserver les différences enrichissantes entre les individus, les groupes et les peuples plutôt que de se laisser aller à une société de robots, tel est le sens du projet autogestionnaire et la raison pour laquelle il doit fonder non seulement l'organisation de la production mais celle de la société tout entière.

Utopie ? Peut-être, si l'on s'en tient à la révolte individuelle et au rêve généreux. La réalité de demain, s'il est possible de transformer la volonté autogestionnaire en un projet politique, en une force collective capable de renverser l'Etat de la bourgeoisie pour imposer une organisation nouvelle qui rendra possibles le pouvoir des travailleurs et la liberté du peuple. Il semble que nos sociétés habituées à l'abondance ne sachent plus comment se débarrasser des contraintes du progrès industriel, comment se délivrer des chaînes d'une économie de profit, tant le capitalisme a marqué les structures, les institutions, les mentalités : le socialisme n'apparaît plus guère que comme un capitalisme moins injuste. Par-là même il perd sa force de contestation. Il enferme les forces populaires dans le jeu des revendications et il déserte le terrain de l'Histoire. Et pourtant, le capitalisme ne cesse pas de montrer son véritable visage : la guerre et la misère, la division et la haine, la mort lente dans les campagnes et l'étouffement dans les villes, l'oppression et la répression. La multiplication des révoltes, qui renouent avec bien des traditions historiques en France même manifeste la capacité des hommes à résister à leur propre exploitation. Elle ne permet pas de les en libérer.

Aujourd'hui, la recherche de l'autogestion populaire, malgré toutes ses ambiguïtés, est bien la voie nouvelle qui redonne son sens historique à la révolution socialiste.

Il revient aux militants révolutionnaires de donner à l'autogestion un contenu plus précis, qui corresponde mieux aux exigences de la lutte économique, politique et idéologique, contenu plus offensif aussi qui se nourrisse de toutes les luttes que mènent aujourd'hui les

travailleurs pour imposer leur contrôle sur le travail et la vie sociale. *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* : cette formule résume à la fois le but et le moyen de la révolution socialiste ; elle rappelle que seuls les travailleurs sont à même d'imposer leur propre pouvoir et qu'ils ne sauraient le déléguer à aucun parti ni à aucun homme. La révolution se fera par les travailleurs et tout le peuple ou elle ne se fera pas. Le rôle des militants aujourd'hui est de permettre que se fasse cette révolution qui réconciliera enfin socialisme et liberté.

Michel ROCARD.